



9 janvier 2012 #110 La CPI semaine après semaine

Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. Le 16 décembre 2011, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges à l'encontre de M. Mbarushimana. Il a été remis en liberté le 23 décembre 2011.

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Les déclarations de clôture du procès à l'encontre de Germain Katanga et de Mathieu Ngudjolo Chui programmées à partir du 15 mai 2012

La Chambre de première instance II de la Cour pénale internationale (CPI) a établi le calendrier pour les soumissions écrites de clôture dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* et a invité les parties et participants à développer leurs conclusions orales en audience publique à compter du 15 mai 2012. Ce calendrier tient compte des délais nécessaires pour la traduction de ces soumissions.

En application de l'ordre rendu par la Chambre le 4 janvier 2012, l'Accusation et les représentants légaux des victimes auront à communiquer leurs mémoires finaux au plus tard le 20 février 2012 ; les deux équipes de la Défense pourront y répondre au plus tard le 26 mars 2012. Ces mémoires finaux devront traiter des éléments contextuels des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, des éléments constitutifs des crimes allégués ainsi que de la responsabilité pénale des accusés.

Comme l'a indiqué la Chambre de première instance dans son ordre établissant ce calendrier, les parties et participants devront être prêts à répondre, suite à leurs conclusions orales, aux questions de la Chambre composée des juges Bruno Cotte (juge président), Fatoumata Dembele Diarra et Christine Van den Wyngaert.

Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui, ressortissants congolais, sont accusés de trois chefs de crimes contre l'humanité et de sept chefs de crimes de guerre, prétendument commis dans le cadre d'un conflit armé en Ituri qui a commencé sur le territoire de Djugu et dans la ville de Mongbwalu, et plus particulièrement lors de l'attaque conjointement menée par les combattants prétendument dirigés par Mathieu Ngudjolo Chui et Germain Katanga contre le village de Bogoro le 24 février 2003, qui s'inscrivait dans le cadre d'une attaque généralisée qui aurait visé non seulement un camp militaire sis dans ce village, mais également la population civile du village. Le procès avait commencé le 24 novembre 2009.

Pour plus d'informations sur cette affaire, cliquez [ici](#).

Décisions adoptées entre le 26 décembre 2011 et le 6 janvier 2012

Version publique expurgée de « Ordonnance déterminant les modalités de présentation des conclusions écrites et orales (norme 54 du Règlement de la Cour) » (ICC-01/04-01/07-3218-Conf)

Rendue par la Chambre de première instance II, le 4 janvier 2012

Version publique expurgée de « Décision relative à trois requêtes tendant à la production d'éléments de preuve supplémentaires et à un accord en matière de preuve » (ICC-01/04-01/07-3217-Conf)

Rendue par la Chambre de première instance II, le 4 janvier 2012

Affaire Mbarushimana

Decision on the "Requête de la Défense en interprétation ou en demande de délai prolongé de réponse à un éventuel appel interlocutoire du Procureur contre la décision infirmant les charges (ICC-01/04-01/10-465-RED)"

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 27 décembre 2011

Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de quatre affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* ("Ahmad Harun") et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* ("Ali Kushayb") ; *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* ; *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda* ; et *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus*. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de MM. Harun, Kushayb et Al Bashir. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à M. Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Après l'audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges. M. Abu Garda n'est pas détenu par la CPI. Deux autres citations à comparaître ont été délivrées contre M. Banda et M. Jerbo qui ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire I le 17 juin 2010 ; l'audience de confirmation des charges s'est tenue le 8 décembre 2010. Le 7 mars 2011, la Chambre préliminaire I a décidé à l'unanimité de confirmer les charges de crimes de guerre à l'encontre d'Abdallah Banda et Saleh Jerbo. Le 16 mars 2011, la Présidence de la CPI a constitué la Chambre de première instance IV et lui a renvoyé cette affaire.

Affaire Banda et Jerbo

13 janvier 2012 - Date limite de dépôt des demandes de participation au procès en qualité de victime devant la Cour dans le cadre de l'affaire *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus*

En application de la décision rendue le 17 octobre 2011 par la Chambre de première instance IV de la Cour pénale internationale (CPI), ceux qui souhaitent déposer une demande de participation au procès, dans le cadre de l'affaire *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus*, doivent adresser leur demande de participation au procès à la Section de la participation des victimes et des réparations de la CPI (SVPR) avant le 13 janvier 2012. Les formulaires de demande de participation sont disponibles sur le site de la CPI (www.icc-cpi.int) et peuvent être adressés par email à vprapplications@icc-cpi.int ou par fax au +31 (0)70 515 91 00.

La procédure porte sur des crimes qui auraient été commis dans la soirée du 29 septembre 2007 lors de l'attaque menée par Abdallah Banda, Saleh Jerbo et d'autres commandants contre la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS), établie à la base militaire de Haskanita, sise au Darfour.

Les victimes autorisées à participer aux procédures portées devant la CPI ont la possibilité de présenter leurs vues et préoccupations par l'intermédiaire d'un avocat.

À ce jour, 89 victimes ont été autorisées par la Chambre de première instance à participer à la procédure en l'espèce. Parmi ces victimes, on compte des membres de la MUAS qui ont survécu à l'attaque ainsi que des parents des personnes tuées ou blessées lors de l'attaque et qui ont subi un préjudice personnel de ce fait. Des représentants légaux communs ont été désignés pour représenter toutes les victimes qui participeront au procès.

Les critères requis pour participer à cette affaire sont les suivants :

- Être une personne physique ou une organisation
- Avoir subi un préjudice
- Le préjudice doit avoir été subi du fait d'un des crimes retenus contre Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus à l'issue de la confirmation des charges.

Les personnes et les organisations souhaitant participer au procès doivent envoyer les documents suivants à la SVPR :

- Un formulaire de demande dûment rempli et signé ;
- La copie d'un document attestant l'identité de la personne déposant le formulaire ;
- En outre, si le préjudice subi découle du fait qu'un membre de la famille a été tué ou blessé : une preuve de l'identité de cette personne ainsi qu'une preuve du lien de parenté entre le demandeur et cette personne.

Vous trouverez de plus amples informations concernant la participation des victimes aux procédures ainsi que des instructions pour remplir le formulaire de demande [ici](#).

Contexte

Le 7 mars 2011, la Chambre préliminaire I a décidé à l'unanimité de confirmer les charges de crimes de guerre portées par le Procureur de la CPI contre Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus. La Chambre préliminaire I a conclu qu'il y avait des motifs substantiels de croire qu'Abdallah Banda et Saleh Jerbo étaient pénalement responsables, en tant que coauteurs, de trois crimes de guerre :

- atteintes à la vie et tentative d'atteintes à la vie ;
- fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission de maintien de la paix ; et
- pillage.

Ces crimes auraient été commis lors d'une attaque menée dans la soirée du 29 septembre 2007 par Abdallah Banda et Saleh Jerbo ainsi que d'autres commandants contre la Mission de l'Union africaine au Soudan, établie à la base militaire de Haskanita. La Chambre a conclu qu'il y avait des motifs substantiels de croire que l'attaque était dirigée contre le personnel, les installations, le matériel, les unités et les véhicules employés dans le cadre d'une mission de maintien de la paix mise en place conformément à la Charte des Nations Unies et qui avaient droit à la protection garantie aux civils et aux biens de caractère civil.

La Cour pénale internationale a été saisie de la situation au Darfour par le Conseil de sécurité de l'ONU, dans sa résolution 1593 en date du 31 mars 2005, en vertu de l'article 13-b du Statut de Rome.

Situation en République centrafricaine

Le gouvernement de la République centrafricaine a renvoyé la situation devant la Cour en décembre 2004. Le Procureur a ouvert une enquête en mai 2007. Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. Le procès a débuté le 22 novembre 2010.

Décisions adoptées entre le 26 décembre 2011 et le 6 janvier 2012

Affaire Bemba

Decision shortening time for observations on the «Requête de Mise en liberté provisoire de M. Jean-Pierre Bemba Gombo»

Rendue par la Chambre de première instance III, le 12 décembre 2011

Order granting leave to reply

Rendue par la Chambre de première instance III, le 15 décembre 2011

Public redacted version of the 19 December 2011 Decision on the «Requête de Mise en liberté provisoire de M. Jean-Pierre Bemba Gombo»

Rendue par la Chambre de première instance III, le 3 janvier 2012

Order on the classification of documents

Rendue par la Chambre de première instance III, le 5 janvier 2012

Order regarding the reclassification of documents

Rendue par la Chambre de première instance III, le 5 janvier 2012

Liens utiles

Les **procédures** se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube** | Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Calendrier

JANVIER 2012						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19 La CPI organise une cérémonie d'accueil pour le Cap-Vert	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30	31					

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.